

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1913.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La présente proposition de loi se recommande à la bienveillante attention de tous ceux qu'intéresse le sort de notre enseignement supérieur. Elle répond à une revendication légitime, ancienne déjà, formulée à diverses reprises par la Commission directrice de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers; elle donne satisfaction aussi à des vœux tout récemment émis par la Chambre de commerce et le Conseil communal d'Anvers, vœux dont se trouve saisi M. le Ministre de l'Industrie et du Travail. C'est dire que la question à laquelle nous nous sommes efforcés de donner une solution, se présente dégagée de toute préoccupation de parti et qu'elle est de nature à rallier l'adhésion unanime de tous ceux qui perçoivent ce qu'a d'essentiel et de vital, pour une nation comme la nôtre, l'existence d'un haut enseignement commercial fortement développé et utilement secondé par les pouvoirs publics.

Une autre circonstance qui, nous l'espérons, facilitera l'adoption de la mesure préconisée, est qu'elle n'a point pour effet d'apporter une modification quelconque à l'organisation actuellement en vigueur à l'Institut. Cette organisation, mise sur pied par des arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté royal de 1852 auquel l'Institut doit sa création, n'a cessé depuis soixante ans de se développer et de donner satisfaction à tous. Il n'est pas question d'y introduire de changement. Il s'agit, bien au contraire, tenant compte de l'importance acquise par l'Institut et des services qu'il a rendus,

de lui accorder une consécration depuis longtemps attendue, en reconnaissant son existence par un texte légal, de la même façon que sont reconnus les établissements similaires de notre pays.

De cette consécration légale résulterait pour lui des avantages appréciables, tant au point de vue du prestige de l'établissement qu'au point de vue de la valeur des diplômes qu'il confère et de la situation de son personnel.

Telle est, de façon générale, l'objet de la proposition. Les quelques explications complémentaires, développées ci-dessous, en préciseront la portée et les motifs.

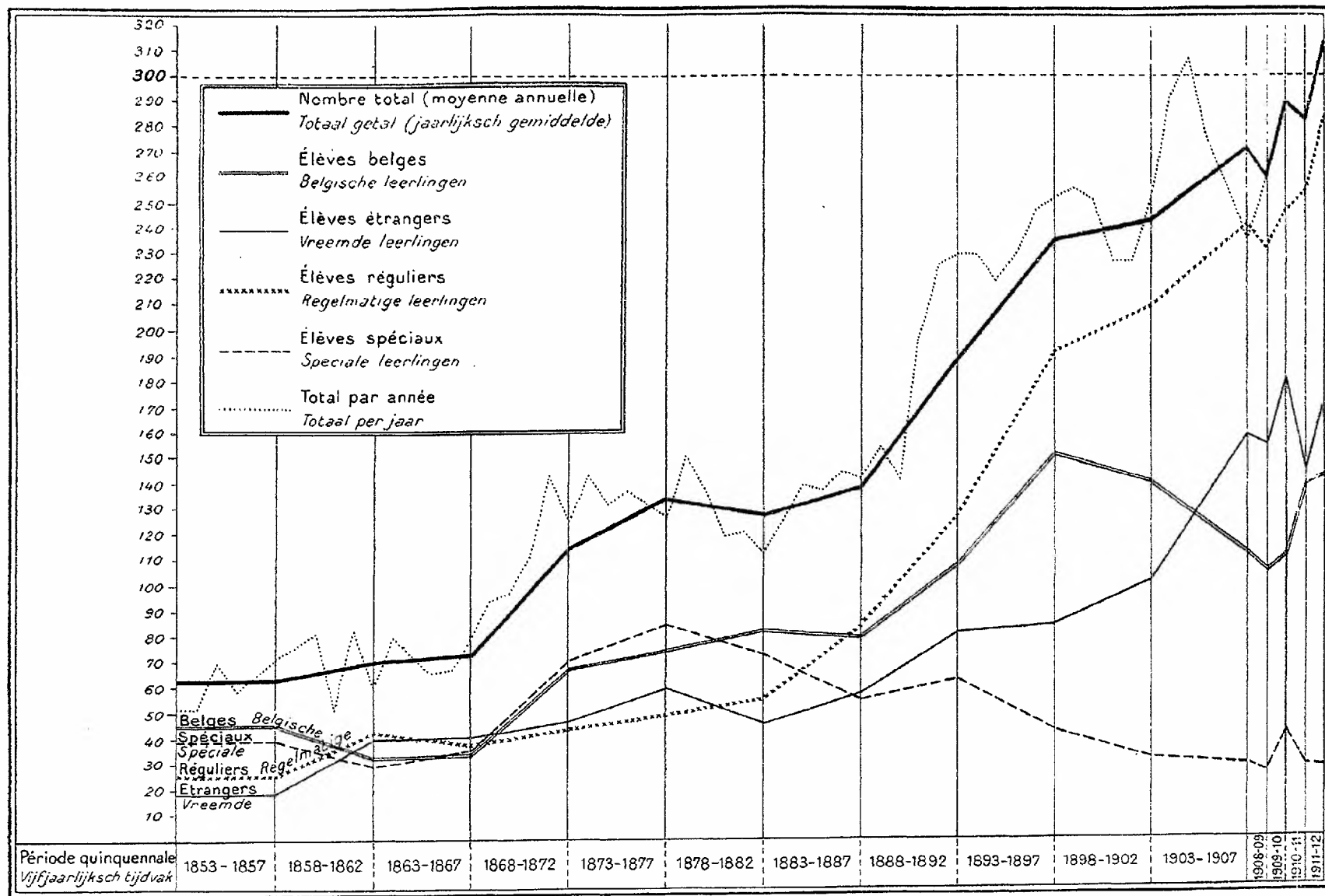
*
* *

Ainsi que nous venons de le rappeler, l'Institut supérieur de commerce d'Anvers fut créé par un arrêté royal du 29 octobre 1852. Cet arrêté autorisait le Ministre de l'Intérieur à prendre, de concert avec l'Administration communale, les mesures nécessaires pour l'organisation de l'établissement. Un règlement organique et un règlement d'administration intérieure préparés par la Commission directrice de l'Institut furent approuvés par un arrêté ministériel du 13 octobre 1853. Les cours furent ouverts dans les premiers jours de décembre 1853.

Ces décisions officielles avaient été précédées de diverses études sur la question, parmi lesquelles il importe de consacrer une mention spéciale à une brochure parue, le 12 octobre 1847, sous la signature du D^r Mathyssens, membre de la Chambre de commerce, et sous le titre : *Projet d'organisation d'une Université belge de commerce et d'industrie*. Les idées directrices qui devaient peu après recevoir leur réalisation y étaient nettement indiquées :

« S'il est vrai, écrivait le D^r Mathyssens, que la science et l'expérience des grandes affaires nous font défaut, et que de là découlent et la faiblesse du Gouvernement et la mauvaise direction du travail national et les embarras de la situation actuelle, il en faudra conclure que la Belgique a un intérêt vital à la propagation de la science commerciale et des saines doctrines économiques. Il y a même urgence à ce que la lumière se fasse avec promptitude; de tous côtés on voit se faire une active concurrence à nos industries et nous avons à lutter avec certaines nations dont l'éducation économique est faite depuis des siècles. Nous n'avons donc pas le temps de nous livrer à des essais et d'attendre que notre propre expérience puisse à elle seule suffire à nous tracer la voie; il nous faut, au contraire, nous hâter de demander à la science les moyens de regagner le temps perdu. Et pourtant nous ne possédons pas, jusqu'à ce jour, d'institution supérieure où puisse se faire, sur des bases larges et libérales, l'éducation de ceux d'entre nos jeunes gens qui se destinent à la carrière commerciale ou industrielle.

» Il y a quelques universités chargées de nous fournir d'avocats, de



médecins, de philosophes; plusieurs académies nous forment des peintres et des statuaires; une haute Ecole militaire nous donne de bons officiers; nos ingénieurs se recrutent à l'École du génie civil et à celle des mines; mais nos négociants et nos manufacturiers ne jouissent d'autre enseignement que de celui qu'ils peuvent puiser dans la pratique des comptoirs et des fabriques.

» Nous n'avons pas besoin de faire ressortir tout ce qu'il y a de faux, d'incomplet, de stérilisant dans cette éducation dont le moindre défaut, peut-être, est de rétrécir les idées et d'enchaîner à la routine une intelligence paresseuse. L'accueil empressé qu'a reçu dans ces derniers temps le projet de la création à Anvers d'une faculté de commerce et d'industrie démontre suffisamment combien tous les bons esprits sont convaincus des inconvénients graves qu'entraîne l'état de choses actuel. Une institution universitaire spécialement consacrée aux hautes études économiques serait en tout temps utile à un pays; dans les circonstances actuelles, elle est indispensable au nôtre. »

Le succès de l'institution nouvelle fut l'éclatante démonstration de son utilité. Les étudiants affluèrent, et leur nombre a suivi jusqu'aujourd'hui une progression régulièrement ascendante. Voici à cet égard une statistique dressée par les soins de M. le directeur de l'Institut :

« Parallèlement à cette augmentation continue, les cours furent développés et complétés. Jusqu'en 1897, le programme de l'enseignement avait été réparti sur deux années d'études, dont l'accomplissement conférait le diplôme de *licencié en sciences commerciales*. Un arrêté ministériel du 12 janvier 1897 créa une troisième année d'études, consacrée à la licence en *sciences consulaires*. Dès arrêtés ministériels ultérieurs (13 novembre 1901, 25 avril 1905 et 17 juillet 1907) ajoutèrent successivement à la troisième année d'études, trois autres sections, destinées à permettre une spécialisation plus approfondie de certaines branches dérivées de la science commerciale. Ce furent la section d'*études coloniales*, la section d'*études maritimes* et enfin la section commerciale supérieure qui conféra le diplôme de *licencié du degré supérieur en sciences commerciales*. Enfin, l'arrêté de 1907 institua un doctorat en sciences commerciales, accessible, après un stage pratique de deux ans, aux licenciés de la troisième année. »

Voici, au surplus, un aperçu des matières figurant au programme des trois années d'études :

[22]

(2)

COURS DE LA DEUXIÈME ANNÉE.

(Matières de l'examen de licencié en sciences commerciales.)

Nombre d'heures
de leçon
par semaine.

Bureau commercial et arithmétique commerciale	3
Étude des produits commerciaux et chimie commerciale	3
Géographie économique	2
Droit commercial et maritime	2
Économie politique (questions spéciales).	2
Histoire générale du commerce et de l'industrie	2
Législation douanière	1
Constructions et armements maritimes	1
Langue française	1
Langue flamande (pour les élèves belges seulement)	2
Langue allemande	3
Langue anglaise	3
Langues	3

Manipulations chimiques au laboratoire (cours facultatif).

(2)

(2)

(2)

(2)

(2)

(2)

(2)

(2)

Le corps professoral compte, suivant la hiérarchie académique usuelle, trois professeurs ordinaires, cinq professeurs extraordinaires et dix-huit chargés de cours, présidés avec intelligence et autorité par une éminente personnalité de notre monde scientifique belge, M. le directeur Ernest Dubois, docteur en droit et en philosophie et lettres, professeur honoraire de l'Université de Gand et membre du Conseil colonial.

Cette organisation a servi de modèle à plusieurs établissements similaires en Belgique et à l'étranger. Il est permis d'affirmer, ainsi que le rappelle la Chambre de commerce d'Anvers, dans sa lettre à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, qu'elle a contribué efficacement au développement commercial de la Belgique, en facilitant à nombre d'anciens étudiants l'accession à des situations en vue, en élargissant leurs connaissances et leurs horizons, en améliorant le recrutement de notre corps consulaire et en étendant le cercle de nos relations internationales grâce aux étudiants étrangers, qui, rentrés dans leur patrie, restent en rapport avec notre pays.

Ces considérations suffisent, pensons-nous, à démontrer que, tant par *l'intention qui a présidé à sa fondation*, par le *but* qu'il s'est assigné et qu'il a largement atteint, que par son *organisation et le programme de ses cours*, l'Institut de commerce d'Anvers est un établissement d'enseignement supérieur. Il l'est encore à un titre un peu plus spécial, si l'on a égard aux *connaissances exigées des étudiants à leur entrée dans l'établissement*; en effet, pour être reçu en première année, l'élève doit avoir achevé complètement les études moyennes supérieures ou subi un examen d'admission dont le programme comporte les connaissances acquises à la fin de l'enseignement moyen.

Il semble donc bien que, tout en n'ambitionnant pas la dénomination, d'ailleurs impropre, d' « Université commerciale », qui figure dans les travaux préalables à sa création, il mérite tout au moins d'être rangé dans la catégorie des *écoles spéciales d'enseignement supérieur*. L'organisation de notre enseignement nous offre deux autres exemples d'établissements de ce genre : l'Institut agricole de l'État à Gembloux et l'École vétérinaire de Cureghem. Or, l'une et l'autre de ces écoles ont leur statut légal.

Rien de pareil n'existe pour Anvers; l'Institut de commerce est « légalement » ignoré. La présente proposition n'a d'autre objet que de faire cesser cette défaveur imméritée, en lui assurant un régime identique à celui qui est appliqué à Gembloux et à Cureghem. Y aurait-il là octroi d'un privilège? Nous ne le pensons pas; ce serait simplement la disparition d'une injustice, car on s'explique difficilement que l'enseignement commercial soit moins bien partagé que l'enseignement agricole et vétérinaire, et que l'Institut de commerce demeure le *seul établissement d'enseignement supérieur dépendant de l'État, dont l'existence ne soit pas reconnue par la loi*.

Il est certain, d'autre part, que la consécration légale mettant fin à la situation actuelle, anormale, précaire et défavorable au prestige de l'Institut, le relevant de la *capitis diminutio* dont il est victime, constituera pour lui un puissant encouragement, augmentera l'autorité de ses diplômes, con-

tribuera à sa prospérité et à sa réputation. Elle ajoutera à la stabilité de l'institution qui ne tient aujourd'hui sa raison juridique d'exister que d'un arrêté royal. Elle fournira enfin de légitimes garanties aux membres du corps professoral qui sont actuellement désignés par décision ministérielle et qui le seraient dans l'avenir par arrêté royal, de même que les autres professeurs de l'enseignement supérieur de l'État. Une dernière conséquence serait leur assimilation aux professeurs des universités et des autres établissements d'enseignement supérieur de l'État, au point de vue de l'éméritat et des pensions. Ainsi disparaîtraient les effets véritablement injustes de l'arrêté royal du 15 mai 1879 qui affilie le personnel administratif et enseignant de l'Institut à la caisse des veuves et orphelins des membres de l'enseignement *moyen*, mesure qui, comme le faisait très justement observer M. le sénateur de Ramaix au cours de la séance du Sénat du 23 avril dernier, ne cadre plus avec le développement pris par l'Institut depuis la date de cette décision.

Tels sont les motifs qui ont inspiré notre proposition. M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, lors de la discussion que nous rappelons ci-dessus, a bien voulu en reconnaître le bien fondé, en annonçant qu'il serait donné satisfaction aux légitimes griefs dont nous nous sommes faits l'écho, dès qu'une entente, préalablement nécessaire, serait intervenue entre son collègue M. le Ministre des Sciences et des Arts et lui. Nous croyons devoir observer toutefois que jusqu'à l'heure actuelle le Ministère des Sciences et des Arts n'a eu aucun rapport avec l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, qui dépend exclusivement du Ministre de l'Industrie et du Travail. La qualité d'établissement d'enseignement supérieur qui lui serait reconnue par la loi n'aurait pas nécessairement pour effet de le placer à l'avenir dans les attributions du Ministre des Sciences et des Arts. Rien n'empêcherait en effet qu'il reste rattaché au Ministère de l'Industrie et du Travail, de même que les écoles de Gembloux et de Cureghem dépendent, elles, du Ministère de l'Agriculture. Un accord préalable avec le Ministère des Sciences et des Arts ne nous semble donc pas indispensable.

Par le dépôt du projet ci-après, nous n'avons d'autre but que d'attirer à nouveau l'attention des pouvoirs publics sur la question et nous exprimons l'espoir qu'en l'accueillant favorablement, la Chambre tiendra à donner à l'Institut de commerce d'Anvers un témoignage mérité de sympathie et de confiance, en même temps qu'elle réalisera une réforme des plus heureuses pour l'avenir commercial de notre pays.

ÉDOUARD PECHER.

Proposition de loi relative à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

ARTICLE PREMIER

Il est créé à Anvers, sous le nom d'Institut supérieur de Commerce d'Anvers, une école spéciale supérieure pour l'enseignement des sciences commerciales, théoriques et appliquées.

Cet établissement est organisé selon les prescriptions de l'arrêté royal organique du 29 octobre 1852 et des arrêtés ministériels pris dans la suite conformément à cet arrêté, sous réserve des modifications y apportées ci-après.

ART. 2.

Le personnel de l'Institut se compose d'une commission administrative, d'un directeur, du personnel enseignant, du personnel administratif et d'employés subalternes.

ART. 3.

La Commission administrative se compose du bourgmestre de la ville d'Anvers, membre de droit, et de six membres, dont trois sont nommés par arrêté royal et trois par le conseil communal. Elle est présidée par le bourgmestre de la ville d'Anvers. Le gouverneur de la province d'Anvers est informé de toutes les réunions de la Commission. Il peut en ordonner lui-même la convocation et la préside avec voix délibérative chaque fois qu'il assiste à la séance.

Wetsvoorstel betreffende de wettelijke erkenning van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt te Antwerpen, onder de benaming van Hooger Handelsgesticht van Antwerpen, eene bijzondere hogere school voor het onderwijs van theoretische en toegepaste handelswetenschappen opgericht.

Deze school wordt ingericht naar luid van de voorschriften van het organiek koninklijk besluit van 29 oktober 1852 en van de ministerieele besluiten, later genomen overeenkomstig dat besluit, onder voorbehoud van de wijzigingen daaraan hierna toegebracht.

ART. 2.

Het personeel van het gesticht bestaat uit een Raad van beheer, een bestuurder, het onderwijzend personeel, het bestuurlijk personeel en ondergeschikte bedienden.

ART. 3.

De Raad van beheer bestaat uit den burgemeester van Antwerpen, die van rechtswege lid is, en uit zes leden; drie van hen worden benoemd bij koninklijk besluit en drie door den gemeenteraad. De burgemeester der stad Antwerpen is voorzitter. De gouverneur der provincie Antwerpen wordt op de hoogte gesteld van al de bijeenkomsten van den Raad van beheer. Hij kan zelf de oproeping er van bevelen en neemt het voorzitterschap waar, met beraadslagende stem, telkens als hij de zitting bijwoont.

La Commission est renouvelée par tiers tous les ans. L'ordre de sortie est réglé par la voie du sort, de manière que chaque renouvellement comprenne un des membres nommés par arrêté royal et un des membres désignés par le conseil communal.

Les membres sortants sont rééligibles pour une nouvelle période de trois ans, après laquelle ils ne pourront plus être réélus immédiatement.

En cas de décès ou de démission d'un membre, il sera pourvu à son remplacement dans un délai de trois mois. Le nouveau titulaire achèvera le mandat de son prédécesseur.

ART. 4.

Le directeur, les professeurs et chargés de cours sont nommés par arrêté royal, sur l'avis de la Commission administrative, le Collège des bourgmestre et échevins entendu.

Les membres du personnel administratif sont nommés par le Ministre de l'Industrie et du Travail, sur l'avis de la Commission administrative, le Collège des bourgmestre et échevins entendu.

Les employés subalternes sont nommés par le directeur, sous approbation de la Commission administrative.

ART. 5.

Un arrêté royal codifiera, en un règlement organique, les décisions ministérielles existantes, relatives à l'organisation de l'Institut et déterminera notamment, conformément à la présente loi et aux dispositions en vigueur :

1° La durée des études et le programme des cours;

2° Les attributions de la Commission administrative, du directeur, du

De Commissie wordt jaarlijks bij een derde vernieuwd. De orde van uitreding wordt geregeld door het lot, derwijze dat elke vernieuwing één der leden, benoemd bij koninklijk besluit, en één der leden, door den gemeenteraad aangewezen, bevat.

De uittredende leden zijn herkiesbaar voor een nieuw tijdperk van drie jaar, waarna zij niet meer onmiddellijk herkiesbaar kunnen zijn.

Bij overlijden of ontslag van een lid, wordt in zijne vervanging voorzien binnen drie maanden. De nieuwe titularis voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

ART. 4.

De bestuurder, de leeraren en de lesgevers worden benoemd bij koninklijk besluit, op advies van den Raad van beheer, het College van burgemeester en schepenen gehoord.

De leden van het bestuurlijk personeel worden benoemd door den Minister van Nijverheid en Arbeid, op advies van den Raad van beheer, het College van burgemeester en schepenen gehoord.

De ondergeschikte bedienden worden benoemd door den bestuurder, onder goedkeuring van den Raad van beheer.

ART. 5.

Een koninklijk besluit zal in eene organieke verordening de bestaande ministeriële besluiten betreffende de inrichting van het gesticht verzamelen en, onder meer, vaststellen, overeenkomstig deze wet en de van kracht zijnde bepalingen :

1° Den duurtijd der studiën en het schoolprogramma;

2° De bevoegdheden van den Raad van beheer, van den bestuurder, van

personnel enseignant, ainsi que la composition et la mission du personnel administratif et subalterne;

3° Les barèmes des traitements;

4° Les formalités d'inscription et le taux du minerval;

5° Les règles relatives aux examens, aux diplômes et à la collation des grades académiques;

6° D'une manière générale, tout ce qui concerne l'organisation et la discipline intérieure de l'Institut.

ART. 6.

La loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur est applicable aux directeur et membres du personnel enseignant de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

L'article premier de cette loi est en conséquence modifié comme il suit :

Sub. 1° : Ajouter après les mots : « à l'Institut agricole de l'Etat, » les mots : « et à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers ».

Sub. 2° : Ajouter après les mots : « de l'Institut agricole de l'Etat, » les mots : « et celui de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers ».

het onderwijzend personeel, alsmede de samenstelling van het bestuurlijk en het ondergeschikt personeel en hunnen werkkring;

3° De wedderoosters;

4° De formaliteiten van inschrijving en het bedrag van het schoolgeld;

5° De regels betreffende de examens, de diplomas en het begeven van de academische graden;

6° Over het algemeen, alles wat de inrichting en de inwendige tucht van het Gesticht betreft.

ART. 6.

De wet van 30 Juli 1879 op het emeritaat voor de leeraren van het hooger onderwijs is toepasselijk op den bestuurder en op de leden van het onderwijzend personeel van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen.

Het eerste artikel van die wet wordt bijgevolg gewijzigd als volgt :

Onder 1° : De woorden « *bij de Staatslandbouwschool* » te doen volgen door de woorden : « *en bij het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen* ».

Onder 2° : De woorden « *van de Staatslandbouwschool* » te doen volgen door de woorden : « *en dat van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen* ».

EDOUARD PECHER.

G. ROYERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1913.

Wetsvoorstel houdende wettelijke erkenning van het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsvoorstel roept de welwillende aandacht in van al wie belang stelt in ons hooger onderwijs. Het beantwoordt aan een wettigen, reeds ouden eisch, herhaaldelijk uitgedrukt door de Bestuurscommissie van het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen; het bevredigt ook wenschen onlangs uitgebracht door de Kamer van Koophandel en den Gemeenteraad van Antwerpen, welke werden overgemaakt aan den heer Minister van Nijverheid en Arbeid. Dit bewijst genoeg dat het vraagstuk, dat wij trachten op te lossen, vrij is van alle partijbelang en dat het van aard is algemeen te worden goedgekeurd door al wie het onmisbare en levenwekkende beseft, voor een land als het onze, van het bestaan van een hooger handelsonderwijs, door de Staatsmachten sterk ontwikkeld en doelmatig gesteund.

Nog eene andere omstandigheid, die, naar wij hopen, den door ons vooruitgestelden maatregel gemakkelijker zal doen goedkeuren, is wel, dat hij niet tot gevolg heeft eenige wijziging te brengen in de huidige inrichting van het gesticht. Deze inrichting, geregeld bij ministerieele besluiten genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 1852, dat het gesticht tot stand brengt, hield sedert zestig jaar niet op zich tot ieders voldoening steeds uit te breiden. Ook is er geen quaestie van er iets in te wijzigen. Integendeel, het geldt hier enkel, rekening houdende met de belangrijkheid die het gesticht verwierf en met de diensten die het bewees, het een

lang verwachte bekrachtiging te geven, namelijk de erkenning van zijn bestaan door eene wet, op denzelfden voet als soortgelijke gestichten van ons land.

Uit deze wettelijke erkenning zouden voor het Gesticht merkelijke voordeelen spruiten, zoowel ten aanzien van zijn gezag als ten aanzien van de waarde zijner diploma's en van den toestand van zijn personeel.

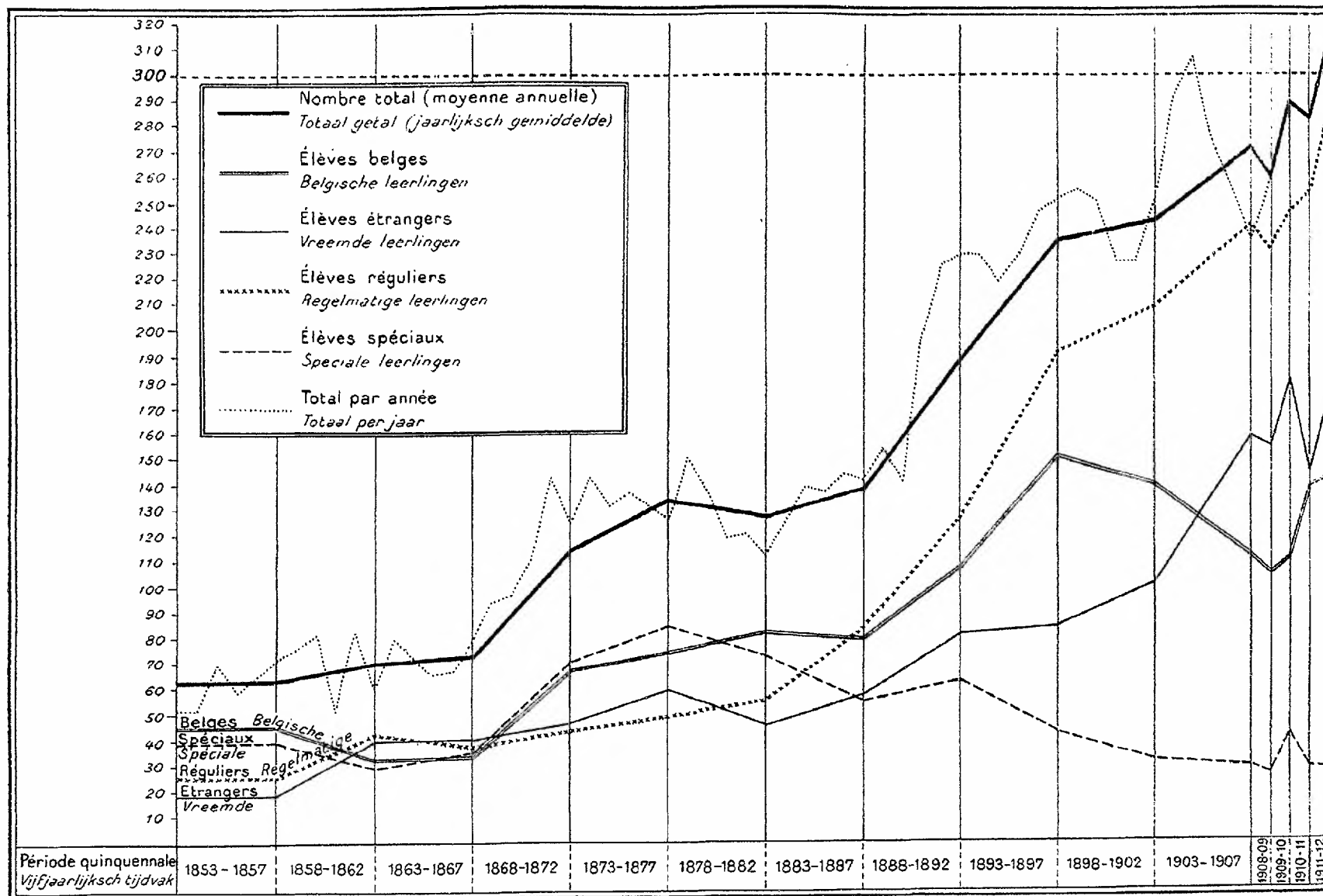
Dit is in breede trekken het doel van het wetsvoorstel. De korte beschouwingen die hierna volgen zullen den omvang ervan en de beweegredenen nader bepalen.

*
* * *

Zooals wij hierboven in herinnering brachten, werd het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen tot stand gebracht bij koninklijk besluit van 29 October 1852. Bij dit besluit werd de Minister van Binnenlandsche Zaken gemachtigd tot het nemen, in overleg met het Gemeentebestuur, van de noodige maatregelen tot inrichting van het Gesticht. Eene organieke verordening en eene verordening van inwendig bestuur, door den Raad van beheer van het Gesticht voorbereid, werden goedgekeurd bij ministerieel besluit van 13 October 1853. De leergangen werden geopend in de eerste dagen van December 1853.

Deze ambtelijke beslissingen werden voorafgegaan door verschillende studiën over de quaestie; onder meer, wijzen wij met voorliefde op een vlugschrift, verschenen den 12ⁿ October 1847 en onderteeekend door Dr Mathyssens, lid van de Kamer van Koophandel, getiteld « *Projet d'organisation d'une Université belge de commerce et d'industrie* ». De hoofdgedachten, die korten tijd later werkelijkheid zouden worden, waren er duidelijk in uiteengezet :

« Zoo het waar is, schreef Dr Mathyssens, dat wij de wetenschap en de ervaaring van de groote zaken missen, en dat hierin de schuld ligt én van de zwakheid der Regeering én van de verkeerde richting aan 's lands arbeid gegeven én van de moeilijkheden van den huidige toestand, dan moet men daaruit besluiten dat het voor België een levensbelang is de handelswetenschap en de gezonde economische leerstelsels uit te breiden. Er is zelfs haast bij dat spoedig het licht schijne; van alle zijden wordt onze nijverheid eene sterke mededinging aangedaan, en wij hebben te strijden tegen zekere landen, die sedert eeuwen eene economische opleiding hebben ontvangen. Wij hebben dus geen tijd meer om nog proefnemingen te doen en om te wachten totdat onze eigen ervaring volstaat om ons den weg te wijzen; wij moeten ons, integendeel, haasten om aan de wetenschap de middelen te vragen ten einde den verloren tijd in te winnen. En nochtans bezitten wij tot heden toe geene hoogere instelling, waar op ruime en vrijzinnige grondslagen de opleiding kan worden gegeven aan de jongelingen, die den handel of de nijverheid als loopbaan kiezen.



» Er zijn eenige universiteiten die ons van advocaten, geneesheeren en wijsgeeren voorzien; verscheidene academiën vormen schilders en beeldhouwers; eene hogere Militaire School geeft ons goede officieren; onze ingenieurs worden aangeworven in de School voor burgerlijke bouwkunde en mijnen; doch onze kooplieden en onze fabrikanten genieten geen ander onderwijs dan hetgeen zij zelf putten uit de praktijk van kantoren en fabrieken.

» Onnoodig te doen uitschijnen wat al verkeerd, onvolledig en verlamdend er ligt in deze opleiding, waarvan het geringste gebrek wellicht is, de gedachten te vernauwen en een weinig bedrijvig verstand aan de handen van de sleur te leggen. De groote bijval, die onlangs te beurt viel aan het ontwerp tot oprichting, te Antwerpen, van eene faculteit van koophandel en nijverheid, bewijst ten volle hoezeer alle weldenkende menschen overtuigd zijn van de ernstige bezwaren van den bestaanden toestand. Een universitaire instelling, hoofdzakelijk bestemd tot de hogere economische studiën, zou ten allen tijde nuttig zijn voor een land; onder de huidige omstandigheden, is zij voor het onze eene ware behoefte. »

De bijval van de nieuwe instelling was een schitterend bewijs van haar nut. De studenten stroomden toe, en tot op onze dagen neemt hun aantal gedurig en regelmatig toe. Ziehier in dit opzicht eene statistiek opgemaakt door de zorgen van den heer Bestuurder van het Gesticht :

« Geleidelijk met dezen bestendigen aangroei, werden de leergangen uitgebreid en aangevuld. Tot in 1897 werd het schoolprogramma verdeeld over twee studiejaaren, waarna het diploma van *licenciaat in de handelswetenschappen* werd verleend. Een ministerieel besluit van 12 Januari 1897 richtte een derde studiejaar in voor het *licenciaat in de Consulaire wetenschappen*. Latere ministerieele besluiten (13 November 1901, 25 April 1905 en 17 Juli 1907) voegden achtereenvolgens aan het derde studiejaar drie andere afdeelingen toe, ter diepere doorgronding van specialiteiten en vakken met betrekking tot de handelswetenschap : namelijk de afdeeling voor *koloniale studiën*, de afdeeling voor *zeevaartstudiën* en, eindelijk, de hogere handelsafdeeling die het diploma van *licenciaat van den hooger graad in de handelswetenschappen* toekent. Bij besluit van 1907 werd, ten slotte, ingevoerd een doctoraat in de handelswetenschappen, dat, na een practischen proeftijd van twee jaar kon verworven worden door de *licenciaten* van het derde jaar. »

Ziehier, overigens, een overzicht van de vakken, voorkomende op het programma van de drie studiejaaren :

PROGRAMMA DER LEERGANGEN.

Het programma der algemeene studiën voor de eerste twee jaren is het volgende :

LEERGANGEN VAN HET EERSTE JAAR.

(Vakken voor het examen van leerling van het tweede jaar.)

LEERGANGEN VAN HET EERSTE JAAR.		Getal lesuren per week.
(Vakken voor het examen van leerling van het tweede jaar.)		
Handelskantoor en handelsrekenkunde		11
Studie van de verhandelbare waren en handelsscheikunde		2
Economische aardrijkskunde		3
Burgerlijk recht (algemeene begrippen)		2
Algemeene Staatshuishoudkunde		2
Algemeene en toegepaste statistiek		1
Fransche taal	{ Belgische leerlingen	2
	{ Vreemde leerlingen	3
Nederlandsche taal (enkel voor de Belgen)	{ Waalsche leerlingen	2
	{ Vlaamsche leerlingen	2
Duitsche taal	{ verplichtend voor al de leerlingen	3
Engelsche taal	{	
Spaansche taal	{	
Italiaansche taal	{	
Russische taal	{ één dezer talen naar keuze van den leerling	3
Portugeesche taal	{	
Chineesche taal	{	
Scheikundige bewerkingen in het laboratorium (vrije leergang).		

LEERGANGEN VAN HET TWEEDE JAAR.

(Vakken voor het examen van licentiaat in de handelswetenschappen.)

LEERGANGEN VAN HET TWEEDE JAAR.		Getal lessen per week.
(Vakken voor het examen van licentiaat in de handelswetenschappen.)		
Handelskantoor en handelsrekenkunde		10
Studie van de verhandelbare waren en handelsscheikunde		3
Economische aardrijkskunde		2
Handels- en zeerecht		2
Staatshuishoudkunde (bijzondere quaestien)		2
Algemeene geschiedenis van den handel en de nijverheid		2
Tolwetgeving		1
Scheepbouw en reederij		1
Fransche taal { Belgische leerlingen		1
Fransche taal { Vreemde leerlingen		2
Nederlandsche taal (enkel voor de Belgen'		2
Duitsche taal		3
Engelsche taal		3
Spaansche taal	} één dezer talen naar keuze van den leerling	3
Italiaansche taal		
Russische taal		
Portugeesche taal		
Chineesche taal		
Scheikundige bewerkingen in het laboratorium (vrije leergang).		

LEERGANGEN VAN HET DERDE JAAR.

Daar het derde studiejaar is verdeeld in vier afdeelingen, bevat het programma gemeene leergangen voor de vier afdeelingen, en andere die aan elk dezer eigen zijn.

4. — Aan de vier afdeelingen gemeene leergangen.

Vakwoordenkunst	3	Grondwettelijk en bestuurlijk recht.	1
Vergelijkend handelsrecht	4	De huidige economische ontwikkeling van de hedendaagsche groote landen. . .	1
Vervoer en tarieven	4	Leergangen van talen (vervolg op de leergangen van het tweede jaar) (6 voor de	8
Kolonisatie en koloniale politiek	2	vreemdelingen).	

B. — Aan elke der afdeelingen eigene leergangen.

1. Bijzondere afdeling voor handelswetenschappen.	2. Consulaire afdeling.	3. Koloniale afdeling.	4. Afdeling voor zeevaart.
Financieele wetenschap, banken, verzekeringen 3	Hoofdbegrippen van het volkenrecht 1	Koloniale landbouw 2	Zeerecht 2
Bijzondere boekhoudingen 2	Hoofdbegrippen van het internationaal privaatrecht 1	Koloniale en internationale gezondheidsleer 1	Vergelijkende studie van de nationale en vreemde havens 1
Moderne zakeninrichting 1	Consulaire reglementen 1	Koloniale plaatsenkunde 1	Grondige studie van het handelsbeheer van het schip 2
	Staatsinstellingen van de vreemde landen 1	Congoleesche talen 2	
	Vergelijkende studie van de nationale en vreemde havens 1	Congoleesch administratief recht 1	
	Koloniale en internationale gezondheidsleer 1	Aardrijks- en volkenkunde van Belgisch-Congo 1	

Een vak naar keuze van den student, onder de bijzondere vakken der andere afdeelingen.

Voor het uitgangsexamen van het derde jaar, leveren en verdedigen de studenten een verslag over eene quaestie, vrij door hen verkozen, mits goedkeuring van den bestuurder, onder de vakken hunner studien.

Het leeraarskorps bestaat, volgens de gebruikelijke academische rangorde, uit drie gewone leeraars, vijf buitengewone leeraars en achttien docenten, voorgezeten met schranderheid en gezag door een uitstekend man uit onze Belgische wetenschappelijke wereld, den heer bestuurder Ernest Dubois, doctor in de rechten en in de wijsbegeerte en letteren, eere-professor bij de Universiteit van Gent en lid van den Kolonialen Raad.

Deze inrichting strekte verscheidene soortgelijke gestichten van België en den vreemde tot voorbeeld. Men mag beslist zeggen, zooals de Kamer van Koophandel van Antwerpen het herinnert in haren brief aan den heer Minister van Nijverheid en Arbeid, dat de school doelmatig bijgedragen heeft tot de uitbreiding van den Belgischen handel, door aan tal van oud studenten den toegang tot prachtige posten te vergemakkelijken, door hunne kennis en hunnen wetenschappelijken gezichteinder uit te breiden, door de aanwerving van ons consulaire korps te verbeteren en door den kring van onze internationale betrekkingen te vergrooten dank zij de vreemde studenten die, in hun vaderland weergekeerd, met ons land in betrekking blijven.

Deze beschouwingen volstaan, denker wij, om te bewijzen dat, zoowel door de bedoeling gekoesterd bij zijne oprichting, door het doel dat het zich gesteld en gemakkelijk bereikt heeft, als door zijne inrichting en het programma der leergangen, het Handelsgesticht van Antwerpen eene instelling van hooger onderwijs is. Het is het nog te meer wanneer men in aanmerking neemt de kennis, van de studenten geveerd bij de intrede in het gesticht; inderdaad, om in het eerste jaar toegelaten te worden, moet de leerling de hoogere middelbare studiën volledig voltooid hebben of een aannemings-examen ondergaan, waarvan het programma de kundigheden bevat, opgedaan aan het einde der middelbare studiën.

Het schijnt dus wel dat, zonder te streven naar de overigens onjuiste benaming van « Handelsuniversiteit », welke voorkomt in de studiën die aan zijne stichting voorafgingen, het toch verdient ten minste gerangschikt te worden in de klasse *bijzondere scholen voor hooger onderwijs*. De inrichting van ons onderwijs geeft ons twee andere voorbeelden van soortgelijke instellingen: het Landbouwinstituut van den Staat te Gembloers en de Veeartsenijsschool te Cureghem. Beide scholen hebben hun wettelijk statuut.

Zoo iets bestaat niet voor Antwerpen; het Handelsgesticht is « wettelijk » onbekend. Het onderhavig voorstel heeft enkel ten doel deze onverdiende ongunst te doen ophouden door een soortgelijk stelsel toe te passen als voor de scholen van Gembloers en Cureghem. Zou dat het toekennen van een voorrecht zijn? Wij denken het niet; het zou enkel de verdwijning van een onrecht zijn, want het is moeilijk te verklaren dat het handelsonderwijs minder goed bedeeld zij dan het landbouw- en veeartsenijsonderwijs en dat het Handelsgesticht *het eenige gesticht voor hooger onderwijs blijft, afhangende van den Staat, waarvan het bestaan door de wet niet erkend wordt*.

Anderdeels, staat het vast dat de wettelijke bekrachtiging, door den tegenwoordigen abnormalen, critischen en voor het gezag van het gesticht ongun-

stigen toestand te doen ophouden, door de *capitis diminutio* op te heffen, waarvan het 't slachtoffer is, voor het gesticht een krachtige aanmoediging zou zijn, die het gezag van de diploma's zou verhoogen en bijdragen tot zijne welvaart en faam.

Zij zal meer vastheid geven aan de instelling, welke thans alleen aan een koninklijk besluit hare juridische reden van bestaan dankt. Zij zal, ten slotte, wettige waarborgen verleenen aan de leden van het leeraarskorps die thans bij ministerieele beslissing worden benoemd en die het in de toekomst bij koninklijk besluit zouden zijn evenals de andere professors van Staats hooger onderwijs. Een laatste gevolg zou zijn hunne gelijkstelling met de professors van de universiteiten en andere instellingen van Staats hooger onderwijs, met het oog op het emeritaat en de pensioenen. Aldus zouden de waarlijk onbillijke gevolgen verdwijnen van het koninklijk besluit van 15 Mei 1879, dat het bestuurspersoneel en het leeraarskorps van het Gesticht aansluit bij de kas van weduwen en weezen der leden van het *middelbaar* onderwijs, een maatregel die, zooals terecht de heer senator de Ramaix, op 23 April jongstleden, in den Senaat deed opmerken, niet meer overeenkomt met de uitbreiding van het Gesticht sedert bedoeld besluit.

Op die redenen steunt ons voorstel. De heer Minister van Nijverheid en Arbeid heeft, in de hooger vermelde bespreking, het billijke van onze vraag erkend en aangekondigd dat aan de rechtmatige eischen, die wij vertolken, zal voldaan worden zoodra eene voorloopig noodzakelijke overeenkomst zou zijn gesloten tusschen zijn collega van Wetenschappen en Kunsten en hem. Wij moeten echter doen opmerken dat tot heden het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten geen betrekking had met het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen, dat uitsluitend afhangt van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. De hoedanigheid van inrichting van hooger onderwijs, door de wet verleend, zou niet noodzakelijk tot gevolg hebben het in de toekomst onder de bevoegdheid te stellen van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten. Niets zou beletten dat het gehecht blijve aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, evenals de scholen van Gembloers en Cureghem afhangen van het Ministerie van Landbouw. Eene voorafgaande overeenkomst met het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten schijnt ons dus niet onontbeerlijk.

Bij het indienen van het hierna volgend ontwerp, hebben wij geen ander doel dan opnieuw de aandacht der openbare besturen op het vraagstuk te vestigen en wij drukken de hoop uit dat, door het gunstig te onthalen, de Kamer eraan houden zal aan het Handelsgesticht van Antwerpen een welverdiend blijk te geven van goedkeuring en vertrouwen en terzelfder tijd eene voor de toekomst van onzen handel zeer gelukkige hervorming zal invoeren.

EDOUARD PECHER.

Proposition de loi relative à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

ARTICLE PREMIER

Il est créé à Anvers, sous le nom d'Institut supérieur de Commerce d'Anvers, une école spéciale supérieure pour l'enseignement des sciences commerciales, théoriques et appliquées.

Cet établissement est organisé selon les prescriptions de l'arrêté royal organique du 29 octobre 1852 et des arrêtés ministériels pris dans la suite conformément à cet arrêté, sous réserve des modifications y apportées ci-après.

ART. 2.

Le personnel de l'Institut se compose d'une commission administrative, d'un directeur, du personnel enseignant, du personnel administratif et d'employés subalternes.

ART. 3.

La Commission administrative se compose du bourgmestre de la ville d'Anvers, membre de droit, et de six membres, dont trois sont nommés par arrêté royal et trois par le conseil communal. Elle est présidée par le bourgmestre de la ville d'Anvers. Le gouverneur de la province d'Anvers est informé de toutes les réunions de la Commission. Il peut en ordonner lui-même la convocation et la préside avec voix délibérative chaque fois qu'il assiste à la séance.

Wetsvoorstel betreffende de wettelijke erkenning van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt te Antwerpen, onder de benaming van Hooger Handelsgesticht van Antwerpen, eene bijzondere hogere school voor het onderwijs van theoretische en toegepaste handelswetenschappen opgericht.

Deze school wordt ingericht naar luid van de voorschriften van het organiek koninklijk besluit van 29 oktober 1852 en van de ministerieele besluiten, later genomen overeenkomstig dat besluit, onder voorbehoud van de wijzigingen daaraan hierna toegebracht.

ART. 2.

Het personeel van het gesticht bestaat uit een Raad van beheer, een bestuurder, het onderwijzend personeel, het bestuurlijk personeel en ondergeschikte bedienden.

ART. 3.

De Raad van beheer bestaat uit den burgemeester van Antwerpen, die van rechtswege lid is, en uit zes leden; drie van hen worden benoemd bij koninklijk besluit en drie door den gemeenteraad. De burgemeester der stad Antwerpen is voorzitter. De gouverneur der provincie Antwerpen wordt op de hoogte gesteld van al de bijeenkomsten van den Raad van beheer. Hij kan zelf de oproeping er van bevelen en neemt het voorzitterschap waar, met beraadslagende stem, telkens als hij de zitting bijwoont.

La Commission est renouvelée par tiers tous les ans. L'ordre de sortie est réglé par la voie du sort, de manière que chaque renouvellement comprenne un des membres nommés par arrêté royal et un des membres désignés par le conseil communal.

Les membres sortants sont rééligibles pour une nouvelle période de trois ans, après laquelle ils ne pourront plus être réélus immédiatement.

En cas de décès ou de démission d'un membre, il sera pourvu à son remplacement dans un délai de trois mois. Le nouveau titulaire achèvera le mandat de son prédécesseur.

ART. 4.

Le directeur, les professeurs et chargés de cours sont nommés par arrêté royal, sur l'avis de la Commission administrative, le Collège des bourgmestre et échevins entendu.

Les membres du personnel administratif sont nommés par le Ministre de l'Industrie et du Travail, sur l'avis de la Commission administrative, le Collège des bourgmestre et échevins entendu.

Les employés subalternes sont nommés par le directeur, sous approbation de la Commission administrative.

ART. 5.

Un arrêté royal codifiera, en un règlement organique, les décisions ministérielles existantes, relatives à l'organisation de l'Institut et déterminera notamment, conformément à la présente loi et aux dispositions en vigueur :

1^o La durée des études et le programme des cours;

2^o Les attributions de la Commission administrative, du directeur, du

De Commissie wordt jaarlijks bij een derde vernieuwd. De orde van uittrading wordt geregeld door het lot, derwijze dat elke vernieuwing één der leden, benoemd bij koninklijk besluit, en één der leden, door den gemeenteraad aangewezen, bevat.

De uittredende leden zijn herkiesbaar voor een nieuw tijdperk van drie jaar, waarna zij niet meer onmiddellijk herkiesbaar kunnen zijn.

Bij overlijden of ontslag van een lid, wordt in zijne vervanging voorzien binnen drie maanden. De nieuwe titularis voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

ART. 4.

De bestuurder, de leeraren en de lesgevers worden benoemd bij koninklijk besluit, op advies van den Raad van beheer, het College van burgemeester en schepenen gehoord.

De leden van het bestuurlijk personeel worden benoemd door den Minister van Nijverheid en Arbeid, op advies van den Raad van beheer, het College van burgemeester en schepenen gehoord.

De ondergeschikte bedienden worden benoemd door den bestuurder, onder goedkeuring van den Raad van beheer.

ART. 5.

Een koninklijk besluit zal in eene organieke verordening de bestaande ministeriële besluiten betreffende de inrichting van het gesticht verzamelen en, onder meer, vaststellen, overeenkomstig deze wet en de van kracht zijnde bepalingen :

1^o Den duurtijd der studiën en het schoolprogramma;

2^o De bevoegdheden van den Raad van beheer, van den bestuurder, van

personnel enseignant, ainsi que la composition et la mission du personnel administratif et subalterne;

3° Les barèmes des traitements;

4° Les formalités d'inscription et le taux du minerval;

5° Les règles relatives aux examens, aux diplômes et à la collation des grades académiques;

6° D'une manière générale, tout ce qui concerne l'organisation et la discipline intérieure de l'Institut.

ART. 6.

La loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur est applicable aux directeur et membres du personnel enseignant de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

L'article premier de cette loi est en conséquence modifié comme il suit :

Sub. 1° : Ajouter après les mots : « à l'Institut agricole de l'Etat, » les mots : « et à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers ».

Sub. 2° : Ajouter après les mots : « de l'Institut agricole de l'Etat, » les mots : « et celui de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers ».

het onderwijzend personeel, alsmede de samenstelling van het bestuurlijk en het ondergeschikt personeel en hunnen werkkring;

3° De wedderoosters;

4° De formaliteiten van inschrijving en het bedrag van het schoolgeld;

5° De regels betreffende de examens, de diplomas en het begeven van de academische graden;

6° Over het algemeen, alles wat de inrichting en de inwendige tucht van het Gesticht betreft.

ART. 6.

De wet van 30 Juli 1879 op het emeritaat voor de leeraren van het hooger onderwijs is toepasselijk op den bestuurder en op de leden van het onderwijzend personeel van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen.

Het eerste artikel van die wet wordt bijgevolg gewijzigd als volgt :

Onder 1° : De woorden « *bij de Staatslandbouwschool* » te doen volgen door de woorden : « *en bij het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen* ».

Onder 2° : De woorden « *van de Staatslandbouwschool* » te doen volgen door de woorden : « *en dat van het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen* ».

EDOUARD PECHER.

G. ROYERS.